

## **AVIS n°1562**

---

### **Avis sur l'avant-projet de décret et le projet d'arrêté relatifs au plan de cohésion sociale**

*Avis adopté le 13/11/2023*

## 1. DEMANDE D'AVIS

---

En date du 20 septembre 2023, le CESE Wallonie a été saisi par Monsieur le Ministre Christophe COLLIGNON d'une demande d'avis concernant l'avant-projet de décret et le projet d'arrêté relatifs au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française.

L'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie et de la Fédération des CPAS est également sollicité.

## 2. EXPOSÉ DU DOSSIER <sup>1</sup>

---

### 2.1 OBJET DE LA RÉFORME

Le GW mentionne différents éléments de contexte qui viennent étayer la nécessité d'une réforme du Plan de cohésion sociale : la situation de la pauvreté en Wallonie, les recommandations du CESE dans son avis précédent <sup>2</sup>, le rapport d'activités PCS 2022, l'état des finances locales, l'expérience acquise durant les crises successives ou encore les témoignages émanant du terrain.

La réforme vise deux objectifs principaux :

**Objectif 1** : un recadrage des actions du PCS sur les actions qui auront un réel impact social - recentrage sur 4 axes <sup>3</sup>.

**Objectif 2** : une volonté de simplification des procédures administratives avec une souplesse et une autonomie accrue pour les pouvoirs locaux (confiance et accompagnement plutôt que contrôle).

Les modifications concrètes envisagées pour atteindre ces deux objectifs, tant dans les dispositions décrétales que dans les mesures exécutoires, portent sur les aspects suivants.

### 2.2 CONTENU DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

#### Objectif 1 : recadrage des actions

Le plan développé par un pouvoir local a toujours pour objectif de contribuer à la construction d'une **société solidaire** ou de **réduire la précarité et les inégalités** en favorisant l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux et d'impulser la création de structures qui y contribuent. Cependant il vise dorénavant **prioritairement les publics vulnérables**, c'est-à-dire très éloignés de l'accès aux droits fondamentaux et/ou dont la satisfaction des besoins primaires n'est plus rencontrée (ex. familles monoparentales, enfants, demandeurs d'emploi, ...). A cet effet :

- Les objectifs du plan ne sont **plus cumulatifs** afin de favoriser les actions réduisant la précarité et les inégalités.
- Les droits fondamentaux sont répartis en **4 axes** (7 auparavant) afin de cadrer davantage les actions menées: 1° logement ; 2° travail (axe inchangé) ; 3° santé & alimentation ; 4° participation à la vie culturelle et sociale (fusion des droits « épanouissement culturel, social et familial » et « participation citoyenne et démocratique »).
- Les autres **droits dits transversaux et facilitateurs** (mobilité & TIC) sont intégrés dans les axes n° 2 & 3.

---

<sup>1</sup> Extrait de la note au GW du 23.06.23, de la présentation PPT du Cabinet et de l'avant-projet de décret et projet d'arrêté.

<sup>2</sup> A.1278 du 23 mai 2016 concernant l'APD relatif au Fonds régional de cohésion sociale.

<sup>3</sup> Axe 1 : droit au logement – Axe 2 : droit au travail – Axe 3 : droit à la santé et à l'alimentation – Axe 4 : droit de participer à la vie culturelle et sociale.

## Objectif 2 : simplification administrative

- Le **mode de calcul de la subvention** reste **inchangé** (part de base calculée en fonction du nombre d'habitants et part modulée en fonction de l'ISADF) et fixé à 21.060.468,66 €.
- La **délégation du plan au CPAS** (acceptée auparavant uniquement lors de son dépôt) peut désormais intervenir **en cours de programmation**.
- Un pouvoir local peut mettre en œuvre un plan introduit dans le cadre d'une **association de pouvoirs locaux**, cette dernière prenant désormais la forme d'une personne morale formalisée par une convention spécifique.
- L'étape de l'appel à candidature est supprimée.
- Le pouvoir local ne devra plus soumettre pour avis le projet de plan au comité de concertation commune-CPAS. Le plan sera uniquement soumis à la réunion conjointe commune/CPAS.
- Un lien avec le **Programme stratégique transversal** de la commune et celui du CPAS doit être réalisé : les objectifs poursuivis dans le cadre du PCS doivent être pleinement intégrés dans les PST locaux, outils principaux de la gouvernance locale.
- Un diagnostic global de cohésion sociale à l'échelle du territoire couvert ne devra plus être réalisé. En revanche, chaque action introduite dans le plan devra être élaborée sur la base d'un **micro-diagnostic spécifique** qui fera état d'un besoin avéré et d'une plus-value de l'action sur le territoire du pouvoir local.
- La **procédure de modification des plans** (auparavant annuelle) est **assouplie** vu la succession des crises conjoncturelles et la nécessité de s'adapter à l'évolution des besoins locaux (via les 25% actions supplémentaires, pouvant être activées à tout moment).
- La convocation de la commission d'accompagnement devient facultative. Désormais le pouvoir local est libre de décider souverainement s'il souhaite ou pas l'organiser.
- Le **rapport annuel d'activités** est **supprimé**. Une synthèse du plan sera présentée lors de l'adoption du rapport financier par le Conseil.
- L'administration accompagne désormais obligatoirement le pouvoir local tout au long de la programmation. Une réunion annuelle de **coaching obligatoire** est prévue afin de faire un point global sur la mise en œuvre du plan et les perspectives d'amélioration envisagées (cf. suppression du rapport d'activités annuel et caractère facultatif de la commission d'accompagnement).
- La **vérification** (à mi-parcours de la programmation) de la conformité du plan par rapport au décret et à ses arrêtés d'exécution est **abrogée** (principe de confiance). Cependant, des sanctions sont maintenues en cas de dol, de détournement et s'il s'avère que le pouvoir local ne répond pas aux demandes de l'administration ou ne se conforme pas aux dispositions décrétales et réglementaires.

## 2.3 CONTENU DU PROJET D'ARRÊTÉ

Les mesures exécutoires portent sur les aspects suivants :

- Les modalités de délégation au CPAS sont précisées (modèle obligatoire de convention annexé, prise d'effet).
- L'appel à projets, le montant minimal de la subvention et l'ISADF sont communiqués aux communes au plus tard le 31 janvier de l'année qui précède le démarrage d'une programmation.
- Le type de convention que les pouvoirs locaux concluent entre eux en vue d'un dépôt de plan commun, figure également en annexe.
- Les règles applicables en cas de reliquat (différents cas de figure, redistribution selon mode de calcul de la subvention PCS sauf pour l'article 20).

- Les modalités d'approbation des plans sont définies : approbation si un minimum de 50% des actions sont approuvées, analyse par l'administration, notification de la décision du Ministre au plus tard pour le 1<sup>er</sup> décembre de l'année précédant le démarrage d'une programmation.
- Le dossier justificatif (rapport financier) pourra être transmis pour le 30 avril de chaque année et non plus pour le 31 mars.
- Un système plus souple de modification des plans est instauré :
- Les demandes seront introduites pendant les 15 derniers jours de chaque trimestre.
- Les sanctions: en cas de dol, exclusion du bénéfice de la subvention annuelle jusqu'au terme de la programmation pendant laquelle le dol est constaté; en cas de manquement, la pénalité de 20% est appliquée à la subvention pour l'année en cours.
- Le retrait d'un pouvoir local dans le cadre d'une association – nouvel article : le dispositif actuel étant muet à ce sujet et vu les difficultés engendrées par ce type de situation, le projet d'AGW prévoit les différentes modalités de retrait d'un pouvoir local qui aurait déposé un plan en s'associant avec d'autres pouvoirs locaux.

## **2.4 IMPACT BUDGÉTAIRE**

Le montant annuel de 21.060.486,66 € prévu à l'article 18 du décret du 22 novembre 2018 relatif au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré à la Communauté française, englobe l'APD et le projet d'AGW.

## **2.5 RÉFÉRENCES LÉGALES**

- Décret du 22 novembre 2018 relatif au Plan de Cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré à la Communauté française.
- Décret du 22 novembre 2018 relatif au Plan de Cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie.
- Arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2019 portant exécution du décret du 22 novembre 2018 relatif au Plan de Cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré à la Communauté française.

## **2.6 AVIS ANTÉRIEURS CESE**

- A.1278 du 23 mai 2016 concernant l'APD relatif au Fonds régional de cohésion sociale.

## **3. AVIS**

---

Lors de la séance du 4 octobre 2023, Mme J. SHALJANI, conseillère au sein de la Cellule Pouvoirs locaux du Cabinet du Ministre C. COLLIGNON, est venue présenter les grands axes de la réforme du Plan de cohésion sociale (PCS) devant la Commission Action/Intégration sociale élargie aux sections « Action sociale » et « Intégration des personnes étrangères ». Elle a répondu aux questions des participants, avec l'appui de Mme C. CAREME et de M. L. VAN DRIESSCHE, du SPW IAS.

Le CESE a examiné avec attention l'avant-projet de décret et le projet d'arrêté portant sur la réforme du PCS. Il apprécie que la présente réforme du Plan de cohésion sociale s'appuie notamment sur l'évaluation des programmations antérieures et sur l'avis qu'il avait rendu lors de la précédente révision du dispositif, comme le souligne le Haut conseil stratégique (HCS).<sup>4</sup>

Globalement, le CESE approuve la réforme envisagée mais fait part des réflexions suivantes.

### 3.1 LA DOUBLE DIMENSION DU PLAN DE COHESION SOCIALE

Le CESE rappelle que le décret du 22 novembre 2018 définit la cohésion sociale comme « *l'ensemble des processus, individuels et collectifs qui contribuent à assurer à chacun l'égalité des chances et des conditions, l'équité et l'accès aux droits fondamentaux et au bien-être économique, social et culturel, et qui visent à construire ensemble une société solidaire et coresponsable pour le bien-être de tous* » (art.2, §1, 1°).

*Le plan développé par un pouvoir local répond cumulativement aux objectifs suivants (art.4) :*

*1° d'un point de vue individuel : réduire la précarité et les inégalités en favorisant l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux;*

*2° d'un point de vue collectif : contribuer à la construction d'une société solidaire et coresponsable pour le bien-être de tous. La coresponsabilité pour le bien-être de tous, visée à l'alinéa 1er, 2°, est une attitude ou un sentiment partagé de responsabilité collective par rapport à tout objectif d'intérêt général.*

*§ 2. Pour atteindre les deux objectifs visés au paragraphe 1er, le plan se décline en actions coordonnées relevant des matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française et visant à améliorer la situation de la population par rapport aux droits fondamentaux et la cohésion sociale.*

*§ 3. Les actions visées au paragraphe 2 visent à favoriser l'accès à un ou plusieurs des droits suivants répartis en 7 axes :*

*1° le droit au travail, à la formation, à l'apprentissage, à l'insertion sociale;*

*2° le droit au logement, à l'énergie, à l'eau, à un environnement sain et à un cadre de vie adapté;*

*3° le droit à la santé;*

*4° le droit à l'alimentation;*

*5° le droit à l'épanouissement culturel, social et familial;*

*6° le droit à la participation citoyenne et démocratique, aux technologies de l'information et de la communication;*

*7° le droit à la mobilité.*

Le CESE prend acte du premier objectif de la présente réforme qui vise dorénavant à recentrer le dispositif **prioritairement** sur les **publics vulnérables**, c'est-à-dire très éloignés de l'accès aux droits fondamentaux et/ou dont la satisfaction des besoins primaires n'est plus rencontrée (ex. familles monoparentales, enfants, demandeurs d'emploi, ...). A cet effet :

- Les objectifs du plan ne sont **plus cumulatifs** afin de favoriser les actions réduisant la précarité et les inégalités.
- Les droits fondamentaux sont répartis en **4 axes** (au lieu de 7) afin de cadrer davantage les actions menées: 1° logement ; 2° travail (axe inchangé) ; 3° santé & alimentation ; 4° participation à la vie culturelle et sociale (fusion des droits « épanouissement culturel, social et familial » et « participation citoyenne et démocratique »).
- Les autres **droits dits transversaux et facilitateurs** (mobilité & TIC) sont intégrés dans les axes n° 2 & 3.

---

<sup>4</sup> A.1278 du 23 mai 2016 concernant l'APD relatif au Fonds régional de cohésion sociale.

Le CESE comprend le souci du GW d'opter pour un recentrage des actions du PCS sur la lutte contre les inégalités et la précarité des publics vulnérables, mais fait part des commentaires suivants :

Dans son avis A.1278, le CESE avait souligné l'ambiguïté inhérente du PCS *tant sur la portée du dispositif « tout public versus public-cible » que de l'approche préconisée « lutte contre la pauvreté et accès aux droits fondamentaux versus cohésion sociale »*. Le Conseil estimait *« qu'il serait utile d'affirmer davantage la spécificité du dispositif ou, à tout le moins, de mentionner le souci d'équilibre recherché dans les objectifs qui lui sont assignés »*. Mais il préconisait aussi de se référer à une approche globale de la cohésion sociale, permettant d'appréhender les enjeux tant sur le plan préventif que curatif ainsi que d'un point de vue tant individuel que collectif.<sup>5</sup>

A cet égard, le CESE partage le point de vue de la Fédération des CPAS qui souligne que :

*« Les crises successives ont bien sûr fragilisé davantage les publics les plus vulnérables, mais on peut constater également que la cohésion sociale, dans son ensemble, est aujourd'hui profondément abîmée. Mener des actions qui articulent le niveau collectif (actions en groupe qui permettent le développement des compétences sociales des personnes, l'échange entre les participants et la mixité sociale) et communautaire (valoriser les bénéfices de ces actions en groupe au sein de la société dans son ensemble pour renforcer la cohésion sociale) semble également essentiel. Le cas échéant, le PCS doit aussi pouvoir articuler ces actions avec le CPAS et avec les autres acteurs du réseau. »*<sup>6</sup>

Au vu des crises qui se sont succédées depuis la dernière réforme du dispositif, la situation s'est fortement dégradée pour une frange importante de la population en Wallonie. Il est donc cohérent de prioriser les moyens disponibles sur les publics les plus vulnérables. Il faut toutefois rappeler que le PCS s'inscrit dans une large palette d'autres outils existants permettant d'agir au niveau communal.

Les différents axes du plan wallon de sortie de la pauvreté, le plan « grand froid », le plan « habitat permanent dans les équipements touristiques de Wallonie », l'urgence sociale ainsi que les projets d'action prioritaires du Plan de relance pour la Wallonie liés à la stratégie wallonne de sortie du sans-abrisme.<sup>7</sup>

Mais également les acteurs de l'insertion socio-professionnelle et de l'insertion sociale sans oublier les relais sociaux tels que définis dans le CWASS, qui ont précisément pour mission *« d'assurer la coordination et la mise en réseau des secteurs publics et privés impliqués dans l'aide aux personnes en situation d'exclusion »*.<sup>8</sup> Ainsi que la politique fédérale des grandes villes/de la cohésion urbaine et la politique intégrée de la ville, au niveau wallon.

### 3.2 LE PRINCIPE DE SUBSIDIARITE

Il est donc essentiel d'appréhender les actions menées dans le cadre du PCS à la lumière d'un état des lieux circonstancié des initiatives déjà à l'œuvre sur le territoire communal. La complémentarité du PCS doit être garantie en appliquant le **principe de subsidiarité** par rapport aux autres politiques menées afin d'éviter toute redondance et d'optimiser l'affectation des moyens publics. Le dispositif PCS doit pouvoir développer sa logique propre et atteindre des publics /bénéficiaires qui ne seraient pas pris en compte par d'autres politiques menées afin d'éviter toute redondance et d'optimiser l'affectation des moyens publics. **Il ne devrait en aucun cas servir de substitut financier aux autres missions des pouvoirs publics définies par ailleurs.**

---

<sup>5</sup> A.1278 du 23 mai 2016 concernant l'APD relatif au Fonds régional de cohésion sociale.

<sup>6</sup> Avis n°2023-22 de la Fédération des CPAS du 23 octobre 2023, sur la réforme du Plan de cohésion sociale.

<sup>7</sup> Observatoire wallon du sans-abrisme, dispositifs « Housing first/Housing led », "Territoire zéro sans-abri", maisons d'accueil et d'hébergement pour personnes en difficulté sociale, etc.

<sup>8</sup> CWASS – partie décrétable, art.48, 2° et art.57.

A cet égard, le CESE mentionne, en particulier, les **missions de base des CPAS** pour répondre aux besoins de première ligne des citoyens précarisés (aide individuelle). La Fédération des CPAS souligne que les services sociaux des CPAS sont confrontés à un nombre croissant de demandes d'aide et souhaite un renforcement de leurs équipes. La Fédération indique que : *« Les PCS et les services communaux en général n'ont pas vocation à s'atteler à une prise en charge de situations individuelles au bénéfice de personnes en état de besoin. Celles-ci doivent être traitées par les services sociaux de première ligne en CPAS, dans le cadre des missions et des législations qui leurs sont propres. Vu la mission qui leur est confiée par la législation fédérale d'assurer le droit à l'aide sociale, les CPAS sont des acteurs incontournables de cette prise en charge individuelle dans le respect du cadre normatif qui s'y applique (secret professionnel notamment) »*.

Le CESE se montre sensible aux arguments de la Fédération à ce propos (risque de concurrence entre CPAS et PCS lorsque celui-ci n'est pas porté par un CPAS, risque d'inégalité de traitement et de confusion pour les personnes aidées, etc.).

En outre, le CESE relève que les pouvoirs locaux ne semblent pas avoir fait de demande de financement supplémentaire pour rencontrer des besoins non couverts alors que, dans la note au Gouvernement wallon, il est indiqué que l'état des finances locales impose la nécessité de prioriser et recentrer les différentes politiques menées. En conséquence, le Conseil se demande s'il ne faudrait pas prévoir, dans le processus d'accompagnement par l'administration régionale, une évaluation des besoins non couverts, par plan de cohésion sociale, par rapport à l'enveloppe dédiée.

### 3.3 LE CARACTERE RESIDUAIRE DU PCS PAR RAPPORT AUX POLITIQUES STRUCTURELLES

En effet, le CESE estime que le plan de cohésion sociale doit conserver son caractère résiduaire et ne peut se substituer aux politiques structurelles. Le Conseil se demande si l'évaluation du plan de cohésion sociale, à travers le processus d'accompagnement de l'administration régionale, ne devrait pas aboutir davantage à une évaluation des politiques structurelles afin de les renforcer dans les territoires où les besoins sont insuffisamment couverts. A cet égard, il indique qu'une concertation entre les différents ministres concernés pourrait s'avérer utile et structurante (ex. entre le ministre des Pouvoirs locaux et les autres ministres fonctionnels).

A titre illustratif, le CESE relève, dans le rapport d'activités 2021 du PCS, qu'une part importante des actions a été consacrée à une guidance et/ou un suivi thérapeutique.<sup>9</sup> Le plan de cohésion sociale a donc révélé un besoin important en matière de santé mentale dans les grandes villes. Il s'agit dès lors de savoir comment le secteur de la santé mentale, à travers les services agréés et subventionnés, peut y répondre à l'avenir, en garantissant ainsi une professionnalisation de l'aide accordée.

---

<sup>9</sup> Extrait du rapport d'activités 2021 du Plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, page 12.

3302 : Guidance et/ou suivi thérapeutique pour publics spécifiques Cette action peut être mise en œuvre dans le cadre de l'article 20. Ainsi, plusieurs PCS, et en particulier les "grandes villes", ont plusieurs actions de ce type à leur actif dont certaines en article 20. 36 PCS ont sélectionné cette action qui est mise en œuvre 50 fois dont 28 fois grâce à l'article 20 (ce qui concerne 23 PCS). Il était prévu, ex-ante, que 6.319 personnes sollicitent ce service. En réalité, 5.721 personnes l'ont fait en 2021. **Le nombre de techniques thérapeutiques différentes proposées dans le cadre de cette action (ex : méditation, sophrologie, ...) nous paraît anormalement élevé.** Au total : 21.057 pour 50 actions, soit 420 formes thérapeutiques différentes par action en moyenne ?! Il nous semble que cet indicateur a été mal compris par les CP et/ou les partenaires et devrait être redéfini. Le nombre de personnes suivies en "thérapie" était fixé à 4.909 personnes. Pourtant ce sont 5.511 personnes qui ont été suivies. Parmi celles-ci, 2.547 ont été orientées vers un autre service en vue d'une prise en charge. Sur 319 professionnels/bénévoles envisagés pour avoir une implication directe dans l'action, 186 ont réellement été impliqués, alors que le nombre de personnes qui ont sollicité le service était supérieur à la prévision et le nombre de personnes suivies également ?!

Cet exemple doit s'inscrire dans la réflexion globale de l'axe santé et de l'avant-projet de décret relatif à l'organisation de la 1<sup>ère</sup> ligne d'accompagnement et de soins qui poursuit l'objectif suivant : *« renforcer et rendre plus efficace le déploiement des politiques et dispositifs d'accompagnement et de soins de 1<sup>ère</sup> ligne sur l'ensemble du territoire wallon et ceci afin d'améliorer l'accessibilité pour la population, d'encourager la prévention et la promotion de la santé et de lutter contre les inégalités sociales de santé, singulièrement envers les publics les plus vulnérables. »*. D'autres exemples pourraient être évoqués pour les 3 autres axes (le droit au logement, le droit au travail, le droit de participer à la vie culturelle et sociale).

### 3.4 LA HIERARCHISATION DES 4 AXES

Le Conseil note que le recentrage sur 4 axes n'implique pas, a priori, une hiérarchisation entre ceux-ci. Toutefois, lors de l'échange avec la représentante du Ministre, il a été signalé qu'une priorité sera accordée à l'axe 1 – logement, bien que cela ne figure pas dans les projets de textes (APD et projet AGW).<sup>10</sup>

Le CESE estime, en effet, que la problématique du logement s'avère essentielle. Il insiste sur l'importance de la dimension sociale de la politique du logement, sachant que les politiques publiques en matière d'action sociale et de santé ne peuvent compenser les difficultés liées aux conditions de vie, si on n'agit pas préventivement, notamment à travers la politique du logement. L'accès à un logement décent et durable, conditionne beaucoup d'autres composantes de la qualité de vie (santé, mobilité, socialisation, etc.).

Toutefois, comme mentionné ci-dessus, la priorisation des actions du PCS relève de l'autonomie communale. Le PCS n'intervient que de manière résiduaire et ne se substitue pas aux politiques structurelles des communes. Celles-ci définissent leurs priorités en fonction de leur réalité locale. En outre, le fait qu'aucune action en matière de logement ne figure dans le PCS, ne signifie pas que la commune n'effectue aucune action en la matière, cela peut être le cas dans un autre cadre budgétaire.

Le CESE conçoit bien que l'autonomie communale doit être respectée. Néanmoins, il souligne le fait que des initiatives diverses peuvent être menées pour stimuler les actions en matière de logement sur un territoire, sans que cela n'implique nécessairement le financement de projets de construction (ex. aide administrative, prise en gestion de logement inoccupé, prévention des expulsions, médiation lors de conflits, mesures d'économie d'énergie, etc.).

Il s'agit surtout de favoriser la corrélation entre les différentes politiques publiques et d'éviter les effets de saupoudrage. Le Conseil souligne qu'en matière de « *mal logement* », certaines petites communes réorientent les demandes vers des communes plus importantes qui disposent davantage de moyens. Il attire l'attention sur le fait que cela peut engendrer un déracinement pour les bénéficiaires concernés.

Enfin, le CESE souligne que la réaffectation des actions sur tel ou tel axe, pourrait avoir un impact sur les projets en cours et potentiellement sur l'emploi. Il convient d'être attentif aux éventuelles conséquences de ces réorientations.

---

<sup>10</sup> A ce jour, seulement 1% des actions menées dans le cadre du PCS sont consacrées au logement à destination des personnes en situation précaire.



### **3.5 LE DIAGNOSTIC DE COHESION SOCIALE**

Le CESE note que le diagnostic global de cohésion sociale à l'échelle du territoire couvert, est remplacé par un micro-diagnostic spécifique qui fera état d'un besoin avéré et d'une plus-value de l'action sur le territoire du pouvoir local. Tout en soulignant la volonté de simplification administrative visée par cette mesure, on peut s'interroger sur le répertoire des actions qui seront jugées éligibles sans une photographie complète des politiques structurelles menées sur le territoire d'une commune mais aussi des besoins non ou insuffisamment rencontrés. D'autant que la double dimension du dispositif (société solidaire et réduction des inégalités) est maintenue. Le CESE considère que les intentions devraient davantage être précisées à ce propos, sur base d'un répertoire des actions éligibles, afin de permettre une anticipation et une égalité de traitement entre les différents pouvoirs locaux.

### **3.6 LA SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE**

Le CESE remet un avis positif sur la simplification des procédures administratives offrant plus de souplesse et d'autonomie aux pouvoirs locaux dans la gestion du PCS, ce qui devrait permettre à ceux-ci de se concentrer davantage sur les actions de terrain et leurs missions. Il mentionne notamment les points suivants :

- Chaque commune peut, par décision du conseil, déléguer au CPAS la réception de la subvention, la conception et la mise en œuvre du plan. Cette délégation peut désormais intervenir au démarrage mais également en cours de programmation.
- Le pouvoir local ne devra plus soumettre pour avis le projet de plan au comité de concertation commune-CPAS. Désormais, le plan sera soumis à la réunion conjointe commune/CPAS qui traitera de la politique sociale locale.
- La convocation de la commission d'accompagnement devient facultative.
- L'administration régionale accompagne désormais obligatoirement le pouvoir local tout au long de la programmation, et plus spécifiquement lors de la conception du plan et de sa modification. Au moins une réunion d'accompagnement annuel (coaching) avec l'administration régionale est obligatoire afin de faire un point global sur la mise en œuvre du plan et les perspectives d'amélioration envisagées. Il n'y a plus de procédure de vérification, ni de sanction, ni d'obligation de rapport annuel dans le chef de l'administration régionale.

\*\*\*\*\*